



Des NGT dans les assiettes suisses?

L'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) est actuellement interdite dans l'agriculture suisse. De nouvelles techniques génomiques (NTG) pourraient cependant bientôt être admises en Europe. Luigi D'Andrea, biologiste, maraîcher bio et chargé d'affaires pour la coordination Stop OGM, nous alerte.

Entretien réalisé par Joël Depommier

Où en est-on dans la production mondiale d'OGM? Que sait-on de leurs impacts sur l'environnement?

LUIGI D'ANDREA La production d'OGM se fait surtout en Amérique latine, aux Etats Unis, en Asie¹. La totalité de la production concerne quatre plantes: le maïs, le soja, le colza et le coton. En Europe, le recours aux OGM est limité et il s'agit toujours de maïs Mon 810 (avec protéine insecticide), mais la pression ici ou en Afrique pour recourir à ces techniques et rendre dépendants les producteurs existe toujours. Tous ces «anciens» OGM sont des organismes Bt, qui produisent des toxines insecticides ou qui sont tolérants à divers herbicides. Toute la problématique est de savoir jusqu'à quel point ils ont des effets sur des organismes non-cibles au travers de la dissémination du pollen et de connaître leur toxicité pour les êtres

humains ou les animaux, qui mangent ce maïs ou ces larves d'insectes s'agissant des oiseaux. Certaines publications scientifiques ont par exemple montré que divers animaux connaissent des problèmes inflammatoires. On a trouvé des toxines Bt dans le sang ou le placenta de femmes enceintes. On découvre aussi des résidus de maïs dans l'eau qui diffusent les protéines insecticides avec des impacts sur les insectes aquatiques. Les études épidémiologiques sont rares malheureusement. Outre que dans certaines régions, ces cultures OGM sont cultivées sur des surfaces énormes, on constate aussi l'apparition de résistance aux herbicides. Au final, ces OGM conduisent à une augmentation massive des dosages chimiques utilisés, du fait de la résistance des mauvaises herbes. Ils ne produisent plus aucun avantage, exception faite des multinationales qui

les vendent et les grands propriétaires terriens, qui ne font plus de l'agriculture, mais de l'extractivisme agricole.

Quelle est la situation des grands acteurs économiques dans la course, après le rachat de Monsanto par Bayer?

Même si ce n'est pas mon corps de métier, l'on constate de manière générale que ces multinationales ont tendance à fusionner et à racheter toutes les petites entreprises de semenciers. Cela entraîne une disparition de nombreuses variétés de semences des catalogues dans les pays où l'on cultive des OGM, en obligeant les paysans à cultiver ces semences transgéniques. Quand Bayer a racheté Monsanto, il connaissait l'entreprise étasunienne et était au courant de multiples procès qu'elle devait affronter en lien avec le glyphosate et le Roundup. Elle

a quittancé des réserves financières en vue de ceux-ci. L'objectif de Bayer était de racheter des brevets, les entreprises que possédait Monsanto et des parts de marché et l'on ne peut pas dire que Bayer, qui commercialise aussi des produits chimiques, gagne moins bien sa vie qu'avant.

Aujourd'hui, on évoque beaucoup les nouvelles techniques génomiques, de modification ciblée du génome (par mutation ou insertion d'un ou plusieurs gènes)? Pourriez-vous nous en dire plus?

Pour être concis, je dirai que ces NGT sont brevetées ainsi que leurs produits alors qu'avec la transgénèse la technique était libre. L'état d'esprit n'est pas tant de créer des produits utiles, mais de privatiser le vivant ou des séquences génétiques à travers des brevets. Cela va rendre moins accessible la diversité génétique pour les sélectionneurs, ceux qui façonnent les variétés, et pour les agriculteurs. Le marché va se concentrer encore plus et accentuer les problèmes liés à l'agriculture intensive, pour qui les OGM sont faits, et retarder la résolution des défis urgents. On doit changer de paradigme agricole et de manière de produire.

Quid de la Suisse en matière d'OGM et de nouvelles technologies génomiques?

Le moratoire sur la culture d'OGM devait prendre fin l'année prochaine, mais il a été prolongé de deux ans par une initiative parlementaire dans le cadre de la Loi sur le génie génétique. Pour les nouveaux OGM, une frange du parlement voudrait instituer une loi spéciale, qui sera en consultation au mois de février. Elle vise à rendre moins difficile l'homologation de ces nouvelles variétés obtenues à travers ces nouvelles technologies génomiques.

Vous avez justement lancé une initiative. Que veut-elle?

Cette initiative «Pour la protection des aliments (sans OGM)» a été lancée en septembre. Elle est portée par l'association du même nom, soutenue par une quarantaine d'associations. Le texte ne propose pas l'interdiction d'OGM, mais veut inscrire dans la Constitution la nécessité de l'étiquetage, mais aussi

une évaluation du risque et le maintien d'une coexistence avec une agriculture sans OGM. De plus, les utilisateurs de ce type de plantes devront payer les éventuels surcoûts et dommages que ces produits pourraient engendrer. Elle demande aussi de résoudre la question des brevets afin que le travail des sélectionneurs ne soit pas entravé.

Des investissements mal placés dans l'agriculture intensive depuis 50 ans

L'Union européenne veut aller de l'avant avec ces nouvelles technologies génomiques.

On est dans une société qui veut toujours aller de l'avant sur toutes les technologies, que ce soit avec l'Intelligence artificielle ou les nouvelles technologies. De plus, le lobby est intensif et des ressources financières importantes y sont consacrées et investies, l'Etat prenant en charge les recherches les moins rentables pour le marché comme les problèmes de traçabilité. Il serait bon de faire un bilan de ces investissements depuis 50 ans, alors qu'un secteur comme l'agroécologie, qui a fait ses preuves, souffre d'un problème de financement. Cette poursuite vers une agriculture standardisée, ultra-mécanisée, liée à des grandes chaînes de distribution et un mode de production industriel, produit beaucoup d'externalités négatives que l'on n'inclut pas dans le prix. On estime généralement que l'agriculture bio a des rendements 30% plus faibles que l'agriculture industrielle, mais l'on gaspille et jette 30% des produits alimentaires. Faisons autrement, sachant que l'agriculture conventionnelle diminue la fertilité des agroécosystèmes et leur capacité à produire demain.

Il serait tout autant bénéfique d'investir dans des formations pour les agriculteurs pour les amener à maîtriser des techniques agroécologiques qui renforcent la fertilité du sol ou à renforcer les programmes de sélections végétales adaptées à cette agriculture. Si on l'avait fait il y a 40 ans, on ne parlerait pas de pollution des

eaux ou de chute de la biodiversité en Suisse, ni d'OGM d'ailleurs.

Ces nouvelles technologies génomiques font-elles sens pour les petites surfaces agricoles que l'on connaît en Suisse?

Il faut rappeler que la Suisse a déjà la plus forte intensivité à l'hectare d'Europe. Ce qui veut dire que l'on n'y va pas avec le dos de la cuillère avec les pesticides. Croire qu'un petit sélectionneur suisse va mettre sur le marché, par technologie génomique, une variété adaptée aux conditions locales est un leurre. Les sélectionneurs devront payer des licences d'utilisation, qui seront très onéreuses et les éventuelles semences seront très chères. Beaucoup d'agriculteurs, qui cherchent des solutions face à l'interdiction croissante de pesticides, sont victimes de la propagande des partisans des biotechnologies. Recourir à ces technologies génomiques pourrait aussi nuire à l'image de la Suisse, pays sans OGM, à l'export.

L'agriculture peut-elle se passer de nouvelles technologies pour nourrir la planète?

L'agriculture bio peut nourrir toute la planète. Dans les années 2000, les multinationales prétendaient déjà que les OGM contribueraient à mettre un terme à la faim dans le monde, mais la malnutrition est moins liée au rendement agricole qu'au pouvoir d'achat des populations. Les prix des denrées sont cotés en Bourse, subissent la loi de l'offre et de la demande. Aujourd'hui, on est même dans une phase de surproduction mondiale. Elle est préjudiciable aux paysans, parce qu'elle fait baisser leurs prix pour en arriver à un prix de vente qui ne couvre même pas les frais de production. Les consommateurs paient finalement deux fois, à travers l'impôt pour les paiements directs et en achetant leur nourriture aux metteurs en marché et aux transformateurs, qui font des marges énormes. ■

1 Le Service international pour l'acquisition d'applications agricoles biotechnologiques (ISAAA), organisation favorable aux OGM, publie chaque année un rapport comptabilisant les superficies plantées d'OGM sur la Terre, dont les calculs contestés s'appuient sur les estimations de ventes des semenciers.